

La sécurité alimentaire dans l'agenda post-2015 : Quels objectifs pour quels effets ?

Alain de Janvry

Université de Californie à Berkeley et FERDI

Objectif de la discussion :

Quel bilan tirer du résultat de l'OMD1c, « Réduire de moitié entre 1990 et 2015 la population qui souffre de la faim », pour la formulation de l'agenda de développement post-2015?

Résultats OMD1 : Contraste entre réduction de la pauvreté extrême (OMD1a) et réduction de la malnutrition (OMD1c)

Réduction de la pauvreté extrême (\$1.25/jour)

Taux de pauvreté: 47%(1990) → 22%(2010) : -53% (objectif déjà atteint)

Nombre de pauvres : 1930 millions (1990) → 1210 millions (2010) : -37% (forte réduction)

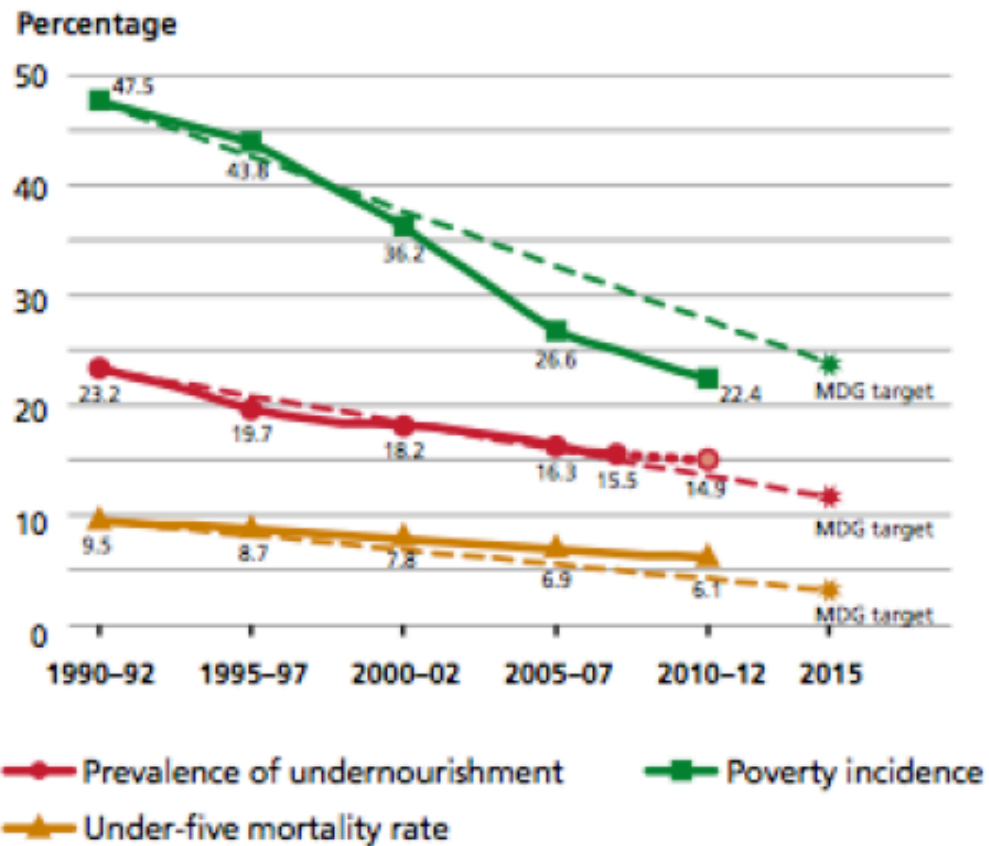
Réduction de la malnutrition :

Taux de malnutrition : 23%(1990) → 15%(2010) : -35% (peu de chances d'être atteint)

Taux de malnutrition des enfants moins de 5 ans : 25%(1990) → 16%(2011) : -36% (peu de chances d'être atteint)

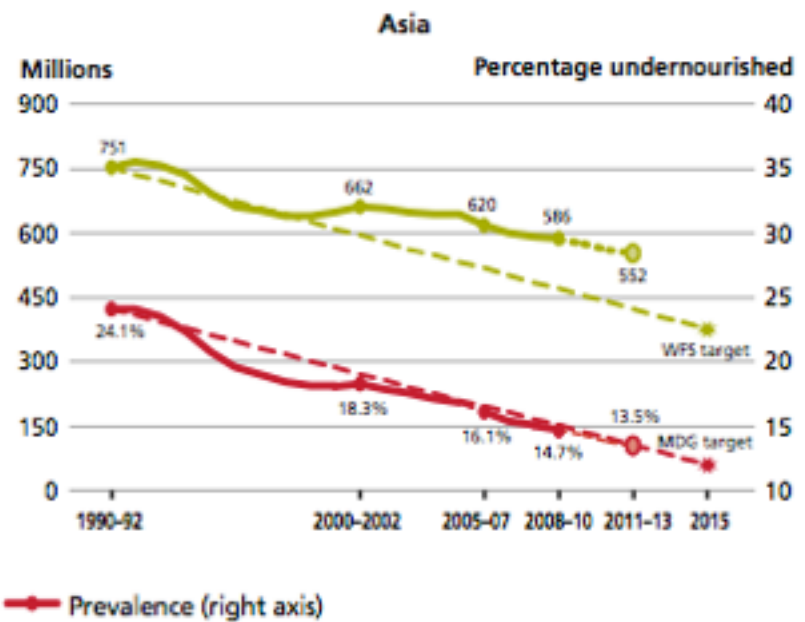
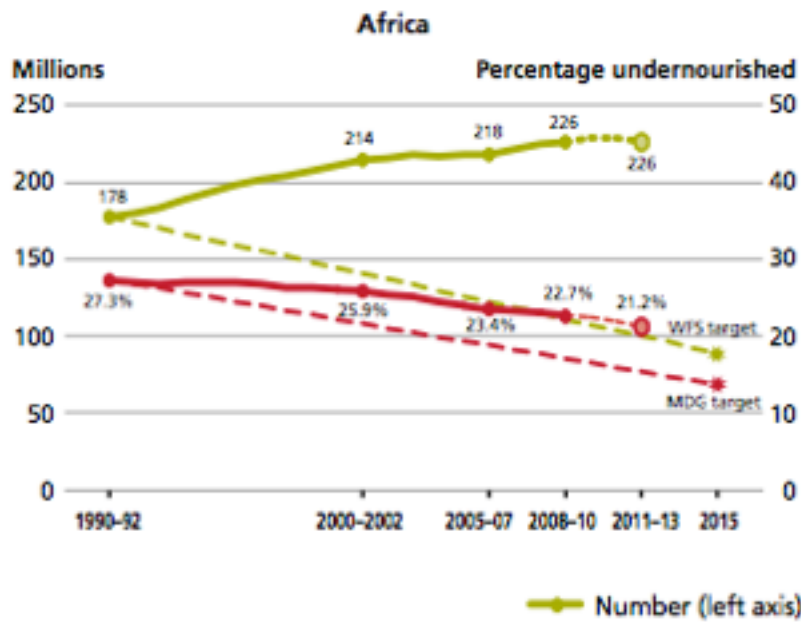
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans : pas atteint

Nombre de malnutris : 996 millions (1990) → 827 millions (2012) : -17% (faible réduction)



Source: FAO.

**1990-2012 : Evolution des taux de pauvreté (succès),
malnutrition et mortalité infantile (échecs)**



**Hétérogénéité dans la réduction de la malnutrition :
Echec en Afrique, succès en Asie (rôle de la Chine),**

Conclusion : Il a été plus facile de réduire la pauvreté que de réduire la malnutrition.

Pourquoi la différence ? Que peut-on apprendre du succès de la lutte contre la pauvreté pour l'appliquer à la malnutrition ?

Quatre leçons utiles:

- Emphase sur une *stratégie comprehensive et coordonnée* (Diagnostic de pauvreté, Stratégie de réduction PRSP)
- Emphase sur la *création d'opportunités* plutôt que l'assistance : agriculture, emploi (Chine)
- Emphase sur la *vulnérabilité* : prévenir la chute, éviter les irréversibilités (protection sociale)
- Emphase sur les *transferts à deux vitesses* : aide et sortie de la pauvreté (Transferts Conditionnels)

Réduction de la malnutrition/faim : OMD1c

- **Quatre conditions** à remplir: disponibilité, accès, stabilité, utilisation → Plus difficile que la pauvreté : toutes nécessaires et toutes problématiques
- Attention à la **redéfinition** du problème nutritionnel :

Malnutrition = 827 millions sous nourris (faim) + 2 milliards mal nourris (vitamines et minéraux) + 1.4 milliard en excès de poids dont 400 millions obèses (pas additif)

Diagnostic d'un échec :

1. Disponibilité de nourriture

a. Remise en cause depuis la crise mondiale de 2008

- i. Croissance de la population, effets revenu (viande) et urbanisation → Forte augmentation de la demande
- ii. Changement climatique, rareté de l'eau, épuisement des sols, course à la terre
- iii. Sous-investissement dans l'agriculture, R&D
- iv. Compétition avec les bio-carburants
- v. Forte volatilité des prix sur le marché mondial

b. Manque d'attention à l'importance de la production pour l'autoconsommation paysanne

- i. Majorité des pauvres et malnutris sont des agriculteurs de subsistance : acheteurs nets d'alimentation ; vendeurs de cultures de rente, de travail, de services

ii. Productivité de cette agriculture négligée: investir dans l'agriculture paysanne, subventions aux nouveaux intrants et nouvelles technologies, agro-écologie

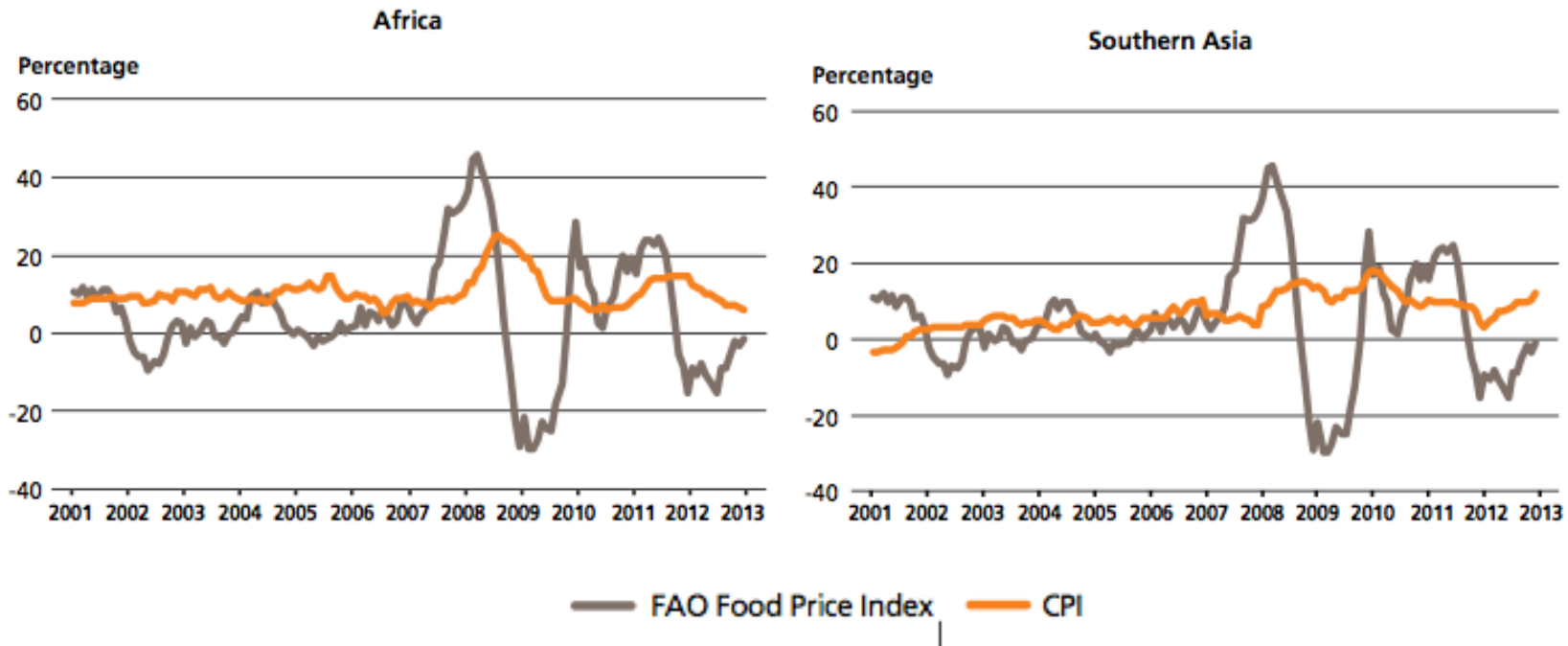
c. *Utilisation sous-optimale du commerce international et de la stabilisation des prix frontières* (taxes et tarifs variables, gestion des stocks).

Attention aux tendances à l'autarcie en vue de la déstabilisation du marché mondial.

Faible transmission de prix au consommateur.

Mais besoin de coordination internationale pour ne pas stabiliser dans les pays exportateurs (Inde, riz) aux frais des importateurs (Bangladesh, riz).

Réforme des politiques agricoles de l'OCDE nocives à l'agriculture des PVD.



Transmission atténuée des prix internationaux (FAO index) aux prix aux consommateurs (CPI)

→ Conclusion : Mettre à nouveau l'emphasis sur l'agriculture (G20, Banque mondiale, etc.). Mais voir la production comme un moyen de réduction de la malnutrition (accès, qualité, durabilité) et non seulement comme une fin (quantité produite)

2. Accès à l'alimentation

a. Revenu nécessaire mais pas suffisant

- i. Basse élasticité de la consommation par rapport au revenu chez les pauvres. Transferts monétaires peuvent réduire la pauvreté sans réduire la malnutrition. Pourquoi ? Autres priorités. Sous-estimation du rôle de la prévention pour la santé.

b. Subventions mal ciblées

- i. De gros progrès, mais difficultés du ciblage : 50% de fuites en Inde. Mieux gérer la sortie.

→ Conclusion : Revenu nécessaire mais pas suffisant sans interventions complémentaires : gérer les complémentarités.

3. Stabilité de l'accès à l'alimentation : vulnérabilité aux chocs et irréversibilités chez les enfants (croissance, santé)

a. Manque d'attention à l'importance des chocs

nutritionnels et de l'irréversibilité sur le développement physique et mental

b. Protection sociale déficiente pour éviter les

irréversibilités: Mettre en place des systèmes d'accès rapides et tirés par la demande (droit à l'alimentation). Voir la protection sociale comme une source de gains d'efficience.

→ Conclusion : *Redéfinir la protection sociale contre la malnutrition pour faire face à la vulnérabilité et aux irréversibilités*

4. Utilisation de la nourriture

Quatre sous-appréciations nocives :

a. *Rôle du lien entre nutrition et santé*: diarrhée, qualité de l'eau

b. *Rôle de la culture* et de la formation à la bonne consommation, surtout pour les femmes : hygiène, préparation des aliments

c. *Rôle des aliments préparés* et du système agro-alimentaire comme source d'obésité

d. *Rôle de l'information* sur l'importance de la nutrition pour la performance scolaire et économique

→ *Conclusion : Comportements et alimentation : un problème très important et encore mal compris*

Formulation des objectifs de développement durable post-2015 : comment spécifier l'objectif et les instruments de réduction de la malnutrition ? Un agenda en 11 points

1. Redéfinir le problème de la malnutrition

Déficit alimentaire (OMD1c) + qualité nutritionnelle (faim cachée) + obésité (santé) → Plus exigeant

2. Avoir une stratégie nationale de combat à la malnutrition

a. Analogie avec le PRSP pour la pauvreté, Fome Zero Brésil

b. Coordonner les interventions sectorielles

c. Satisfaire conjointement et pour tous disponibilité, accès, stabilité, utilisation → Ne pas sous-estimer la complexité

3. Investir plus dans l'agriculture pour contrôler la montée des prix et éviter les chocs de prix. Rôle de la technologie, de l'adaptation au changement climatique. Réduire le gaspillage.

4. **Supporter l'agriculture paysanne:** pour l'autoconsommation et la génération de revenu comme producteurs-vendeurs ; liens directs avec les consommateurs
5. **Augmenter le pouvoir d'achat des pauvres par le revenu :** croissance intensive en main d'œuvre peu qualifiée (emploi). Revaloriser l'aide au revenu et non l'assistance → Plus difficile
6. **Protéger de la vulnérabilité aux chocs,** source d'irréversibilités en santé, éducation, et accumulation d'actifs productifs : droit à l'alimentation, réponses rapides aux chocs
7. **Associer les transferts humanitaires à l'accumulation d'actifs** pour la génération de revenus qui permettent de sortir de la pauvreté : « subventions intelligentes », programmes de transferts à deux vitesses (CCT).

8. **Gérer le rôle des comportements** : Aider les consommateurs à s'aider eux-mêmes (qualité, obésité). Eduquer sur la nutrition et la santé. Stimuler la demande pour la prévention.
9. **Redéfinir les systèmes agro-alimentaires** : Lier le système agro-alimentaire (production) à la nutrition (qualité, obésité). Faire de la production un instrument nutritionnel et non seulement une fin (quantité de nourriture). Lier la consommation à l'agriculture paysanne locale (repas scolaires, marchés paysans).
10. **Faire de l'alimentation un droit humain** : sert au bien-être, à la résistance aux chocs, et à l'efficacité (incitation à l'investissement et à la croissance) (de Schutter)
11. **Rechercher la coordination internationale** des politiques de sécurité alimentaire : partage d'information, code d'éthique,

stocks mondiaux, rôle du CFS → Un modèle en cours de mise en place à appuyer.

Fin
alain@berkeley.edu